

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Crise et conversion dans le champ du savoir Crisis and Conversion in the Field of Knowledge Crisis y conversión en el saber

Didier Le Gall and Claude Martin

Number 15 (55), Spring 1986

Savoirs en crise

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034431ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034431ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Le Gall, D. & Martin, C. (1986). Crise et conversion dans le champ du savoir.
International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire, (15), 9–19. <https://doi.org/10.7202/1034431ar>

Article abstract

On the basis of their experience as observers and researchers in the social sciences, the authors offer an "inside perspective" concerning the crisis which has shaken the foundations of contemporary social science. This crisis of knowledge clearly reveals the fatigue of a certain rational order as evidenced on the one hand by the failure of ambitious theoretical constructs to deal adequately with the complexity of reality and on the other, by the end of the hegemony exercised by quantitative approaches. At the same time, we are rediscovering the usefulness of more qualitative approaches and experimenting with new means of "knowing" which occur on the level of our emotions and imagination. Social existence, multiple levels of meaning and interdisciplinarity have come into a new focus. The status of the researcher is increasingly questioned and the value of his diplomas has dropped as we enter the realms of uncertainty brought about by the knowledge crisis. A new space is being created for "conversion" which generates a critique of science and praxis together with new paths for exploration and experience and ultimately a new perspective on social phenomena.

Crise et conversion dans le champ du savoir

D. Le Gall
C. Martin

Tout changement social suscite l'interrogation. C'est donc donner dans le truisme que de remarquer que le discours des sciences sociales s'érige principalement sur des moments de « rupture », disons sur les « fractures » du social. Le problème se complique cependant quand ces « sciences », qui ont prétention à « dire le sens », doutent de leurs certitudes, autrement dit, quand elles connaissent elles-mêmes une « rupture » que l'on évoque souvent par l'expression « crise du savoir ». Leur complexité tient au fait qu'elles doivent se prendre elles-mêmes comme objet et considérer que ce qui les affecte peut être appréhendé comme phénomène social. La tentative de clarification relève alors de la gageure

puisque les acteurs concernés – les chercheurs notamment – se voient contraints d'expliquer, pour eux-mêmes et pour les autres, les raisons d'une « crise » où ils sont impliqués. Quant à la crise elle-même, elle ébranle quelque peu ce qui fondait leur autorité à « dire » et donc ne les rend guère plus autorisés que d'autres à produire un discours sur ce qui affecte leur domaine de spécialité. Telle est bien l'ambiguïté de notre position ici : « sujets » en tant qu'acteurs s'interrogeant sur les raisons qui ont généré ce phénomène, et « objets » dans la mesure où nous ne pouvons en totalité nous en extraire.

C'est donc de l'« intérieur », si l'on veut, que nous énoncerons et exposerons ce qui nous semble être

en jeu dans la crise que connaissent les sciences sociales aujourd'hui : à la fois comme chercheurs et comme témoins. Position inconfortable certes, mais qu'il nous semble préférable d'indiquer d'emblée clairement pour éviter cette « imposition » : produire un discours auréolé d'une certaine scientificité faisant autorité, alors même qu'il est question ici d'en interroger les incertitudes.

L'appellation de « crise » traduit toujours plus ou moins le constat de l'épuisement d'un ordre de rationalité. La crise du savoir n'échappe pas, nous semble-t-il, à ce phénomène. Elle est donc époque de mutation dont on ne perçoit pas toujours le sens, mais aussi opportunité pour « recomposer », « réinven-

ter ». Notre perspective sera ici de réincarner cette crise, autrement dit, de l'inscrire au niveau des pratiques sociales et des interactions qu'elle engage. Crise donc de la production du savoir et des producteurs.



L'épuisement des grandes théories

Les « mythes » fondateurs qui ont assis et structuré les sciences humaines et sociales vacillent aujourd'hui parce que ces dernières ont « échoué » dans leur tentative de nous restituer la réalité sociale dans sa complexité. Ancrées dans un positivisme impénitent et mues par la croyance en une rationalité instrumentale, elles se sont développées selon une logique bien spécifique qui a généré de grandes théories englobantes, disons des macro-théories, qui connaissent actuellement un certain épuisement.

Les sciences sociales se sont imposées dès lors que le recours à un métasocial – l'idée de Dieu –

comme schème explicatif du mode de fonctionnement et de compréhension du monde est lui-même tombé en désuétude. L'anthropocentrisme, avec Kant notamment, devient alors à l'ordre du jour. Le regard se centre sur l'homme, bien que l'idée de Dieu soit encore présente. Avec Feuerbach, la rupture sera consommée : « L'être divin n'est rien d'autre que l'essence humaine, ou mieux, l'essence de l'homme individuel »¹. Dans les « Manuscrits de 1844 », Marx reprendra ce thème à son compte². Puis, dans ses « Thèses sur Feuerbach », il prolongera son analyse, en indiquant clairement qu'il fallait désormais passer à l'action : « Les philosophes n'ont fait qu'*interpréter* diversement le monde, ce qui importe, c'est de le *transformer* »³.

L'homme découvre qu'il est acteur social et a donc, de ce fait, une relative maîtrise de son devenir. Révolution s'il en fut qui fait de l'homme son propre Dieu et le conduit à « penser » son propre développement. Révélation brutale qui lui suggère, à l'image de Dieu, de proposer sa propre interprétation du monde. D'une autre manière, disons qu'avec la « mort de Dieu », thème nietzschéen par excellence⁴, l'aventure humaine commence : c'est désormais à l'homme de créer le sens. Il s'y emploiera en se dotant de garants raisonnables calqués sur le modèle des sciences exactes – sciences qui ont su gagner leur légitimité alors même qu'elles étaient contraintes de ne pas évacuer l'hypothèse de Dieu, Laplace étant le premier à poser clairement qu'il l'écarterait. Telle est, si l'on veut, la préhistoire ou, plus exactement, la configuration globale qui a permis aux sciences sociales d'avoir leur propre spécificité.

L'homme, acteur de son propre devenir, se doit de comprendre les mécanismes qui régissent le développement de la société et ainsi de proposer sa propre interprétation du

monde. Diverses constructions théoriques vont être élaborées. Bien que différentes, elles reposaient sur un même paradigme : celui de changement. Ainsi, F. Dubet se référant à la sociologie des pères fondateurs – Tocqueville, Marx, Durkheim et Weber – écrit : « Au-delà des différences théoriques qui ont organisé les grands débats sociologiques sur le sens du changement et ses causes, il reste que ces pensées fondatrices ont partagé une représentation commune : les sociétés historiques sont prises dans un mouvement général d'évolution qui les conduit de la tradition à la modernité »⁵. L'homme oeuvrant pour son bien-être, tout changement social ne pouvait qu'être associé à l'idée de modernisation, de progrès. Les sciences sociales pouvaient l'aider dans son entreprise ; mieux, elles l'ont persuadé que le changement conduisait inéluctablement au progrès, et ce à un point tel que toute résistance au changement apparaissait comme une forme d'archaïsme.

Cependant, bon nombre de grandes constructions théoriques issues d'utopies créatrices et mues par l'idéologie du progrès se sont, au fil du temps, heurtées à la réalité des faits. Ainsi en est-il du marxisme par exemple : « (...) L'idéologie du progrès a perdu de sa superbe lorsqu'il apparut que les régimes qui en avaient fait leur vertu cardinale, comme l'U.R.S.S. et la Chine notamment, étaient en fait des dictatures bien difficiles à identifier au progrès tel que l'avait rêvé le XIXe siècle »⁶. La construction était intellectuellement satisfaisante et le projet généreux, mais les faits ont dénoncé l'absence de pertinence du modèle.

L'idéologie du progrès vient encore récemment de connaître une nouvelle mésaventure. « Les mouvements écologiques et anti-nucléaires dénoncent les dégâts du progrès dont les méfaits sont supérieurs aux avantages. Parfois, ces

mouvements en ont souvent appelé à des idéologies de l'équilibre et du non-changement, mais le plus souvent, ils demandaient que l'idéologie du progrès redescende sur terre, soit soumise au débat politique, n'incarne plus la nécessité historique et ne serve pas de masque à la puissance des appareils technocratiques »⁷. Le fondement de base de ces grands modèles est ainsi remis en cause. Changement social ne rime pas forcément avec progrès. Tout changement n'est pas bon en soi.

Si les sciences sociales ont « donné » dans les grandes théories totalisantes – totalitaires ? – c'est qu'il fallait se doter d'une nouvelle représentation du monde. Et l'entreprise était d'autant plus concevable que l'homme apparaissait comme le seul acteur, Dieu n'ayant plus droit de cité en tant que principe explicatif. Si d'emblée l'idée de changement et la nécessité d'un changement ont été systématiquement associées à l'idée de progrès, c'est tout simplement parce que l'homme, désireux d'échapper à sa condition et seul acteur à promouvoir le changement, ne pouvait tendre que vers un mieux-être.

Ces grands modèles explicatifs apparaissent beaucoup plus aujourd'hui comme des constructions théoriques « forçant » la réalité sociale au lieu de la restituer. Au même titre que les sciences exactes se proposaient de « domestiquer » la nature, les sciences sociales, se référant volontiers à l'Histoire, à la Raison, à l'État, voire même à la Révolution, ont eu pour objet de « domestiquer » les passions humaines pour le bien de tous. Cependant, en s'attachant surtout à analyser l'évolution globale de la société, elles ont quelque peu oublié, voire se sont désintéressées des acteurs et, disons-le, de la vie sociale effective. Force est de constater aujourd'hui que les conduites humaines ne se sont pas soumises à des modèles qui étaient bien

loin de leurs préoccupations quotidiennes. Et les grandes théories qui ont eu si longtemps droit de cité apparaissent désormais beaucoup plus comme des tentatives – par coup de force théorique interposé – de faire « entrer » la réalité sociale dans un moule « préconstruit », que comme un cadre explicatif de ladite réalité. À ne pas vouloir scruter l'effervescence sociale, elles se sont discréditées. En un mot, l'univocité de la théorie s'est heurtée à la multidimensionnalité du social.

Finie donc la prétention d'objectiver le réel à l'aide d'une seule théorie explicative. Finie aussi la tentation de ne pas prendre en compte les micro-bouleversements de l'organicisme qui participent de mutations sociales plus globales. Fini le crédit accordé sans restriction à ces « visions » totalisantes du monde. Finies les belles conceptualisations qui fonctionnent comme des « machines-célibataires ». C'est le retour à un minimum de concrétude. Ce n'est plus à la théorie de « façonner » l'objet, mais bien à l'objet d'infléchir le modèle. La pluralité de l'objet ne pouvant être réductible à l'univocité de la théorie, l'ère des incertitudes resurgit. Le doute s'installe. L'acteur comme agent de changement revient en force. Le regard scrute à nouveau le quotidien.



L'aporie du « quantophrénisme »

L'épuisement des grandes théories a largement discrédité l'autorité d'un certain type de Savoir. L'hégémonie des approches quantita-

tives jouera, à terme, dans le même sens.

Soucieux de leur statut de scientifiques à part entière et désireux de renforcer cette position si durement acquise, les chercheurs n'ont pas hésité à tomber, selon l'heureuse expression de Daniel Bertaux, dans le « quantophrénisme ». À l'excès. Il n'y avait de scientificité que lorsque la statistique venait « authentifier » l'argument, la thèse. L'hégémonie de cette option pro-quantitative fut telle après la Seconde Guerre mondiale que les autres approches n'avaient pas droit au qualificatif de « scientifique ». En dehors des enquêtes quantitatives point de salut. Dès lors que l'on pouvait soumettre de manière systématique une population « miniature » à un questionnaire, nul doute que les résultats avaient une validité scientifique. Les sciences sociales étaient sous l'emprise d'une rationalité instrumentale.

La distance minimale que le sujet-chercheur avait avec son objet étant satisfaite, le quantitativisme apparaissait comme le nec plus ultra des approches. Il y avait a priori une plus grande maîtrise du rapport « sujet-objet ». Les divers enquêtes n'étaient-ils pas soumis au même moment à une même sollicitation sans que le chercheur soit impliqué dans ce rapport inter-individuel ? Ce faisant, sous prétexte d'une plus grande objectivité, ce type d'approche générerait un processus de méconnaissance : la réalité sociale tenait dans la réalité des chiffres qui, eux-mêmes, n'avaient de valeur qu'en regard de la pertinence des catégories pré-élaborées. Or ces catégories, constructions de l'esprit, n'évoquaient pas la même chose selon que l'on appartenait à tel ou tel milieu social. Nul doute que l'enquêté, « sommé » de prendre position en regard de la diversité des choix préconstruits, ne pouvait que tenter de faire approcher au mieux son attitude, son opinion, etc., de ce qui lui était proposé. Mais

soumission des sciences sociales à cette rationalité instrumentale limite l'investigation du social. Elle ne nous permet pas, entre autres, d'accéder à une culture par le « dedans ». Elle apparaît alors comme une « idéologie » qui a traversé les sciences sociales et dont la conséquence a été d'occulter d'autres approches.

On redécouvre alors les approches qualitatives. C'est le cas des travaux d'Oscar Lewis ainsi que d'autres, plus anciens encore, qui avaient en leur temps fait la preuve de la pertinence de ce type d'approche⁹. On renoue avec de nouvelles formes de « connaître ». Mieux, on remarque que l'implication est parfois la seule façon de pouvoir accéder véritablement à son objet. Les travaux de Jeannine Favret-Saada en sont sans doute un des meilleurs exemples¹⁰. Ainsi renaît l'engouement pour les biographies perçues hier encore, au mieux, comme un genre littéraire.

Après l'épuisement des grandes théories, nous sommes passés du macro au micro. De la même manière, avec l'aporie du « quantophrénisme », on passe des enquêtes statistiques à des approches plus sensibles, plus proches de la quotidienneté, de la réalité sociale vécue, qui incluent donc les registres de l'affect, de l'imaginaire et de la socialité. Ainsi, comme nous l'écrivions ailleurs, « on approche l'Histoire par la "petite histoire", celle qui se joue au quotidien et, bien souvent, celle d'individus que l'on pense sans histoire »¹¹.

Nous sommes loin désormais des conceptions qui avaient cours quand la rationalité instrumentale sévissait. Mieux, on récuse l'idée selon laquelle la méthode biographique par exemple serait une autre technique. Ainsi, Daniel Bertaux définit-il le recueil de récits de vie de la manière suivante : « Le recueil de récits de vie n'est pas une technique. C'est bien plus que cela. C'est une nouvelle approche en

sociologie. Et cette approche engage, de fil en aiguille, une remise en cause de tous les aspects de la pratique sociologique actuellement installée »¹². Il y a rejet de ce qui pourrait être réduit à une pure instrumentalité. Ce type d'approche s'inscrit alors en rupture avec une sociologie par trop académique.



La fin de l'académisme

L'épuisement des grandes théories, le déclin du « quantophrénisme », inaugurent l'ère des incertitudes. De l'intellection « pure » et totalisante, on passe à l'analyse du micro-social dans sa concrétude. De la « fresque statistique », on retourne à l'observation de l'individu en situation. La sacro-sainte rigueur scientifique, le mythe de l'objectivité, la nécessaire distanciation émergent comme discours de mise en forme. Les sciences sociales se révèlent être traversées par des modes, des idéologies. La « crise du Savoir » apparaît alors comme la fin d'un certain académisme qui a fait son temps.

Outre l'épuisement des grandes théories et l'enfermement dans une rationalité instrumentale, un autre élément est venu accélérer le discrédit de l'académisme : le repli sur les champs disciplinaires, alors même qu'émergeait la pluralité de l'objet, des objets – pluralité qui nécessitait le recours à l'interdisciplinarité. Ainsi par exemple en sociologie, suite à ce qu'on appelait dans le début des années

¹² la « magie du traitement », en gommant la singularité, permettait d'avancer une interprétation assortie de tel ou tel degré de probabilité. En fait, l'illusion de la rigueur, le mythe de l'objectivité et la magie de la statistique fondaient l'autorité de l'argument, de l'analyse. En revanche, nous n'avions que peu d'éléments sur les rapports sociaux à l'œuvre au sein d'un groupe social donné. Nous ne savions que peu de chose de la réalité sociale vécue, puisque ce n'était que de l'extérieur qu'était émis le « diagnostic ».

Les grandes théories ont connu un certain épuisement pour s'être peu préoccupées de l'effervescence du social – du social dans sa concrétude. Le « quantophrénisme » va de même subir un revers, car finalement il n'offre qu'un pâle reflet de la réalité sociale. Dès lors que l'on s'interrogera sur la neutralité de cette approche « hyper-instrumentalisée », il apparaîtra que le quantitativisme n'était qu'une orientation possible parmi d'autres et qu'il est parfois préférable d'être dans un rapport « immaîtrisé » à son objet, voire même d'être impliqué, que de rester à la « surface » des rapports sociaux. La division de la communauté scientifique sur ce point ne manquera pas, là encore, de révéler la relativité et du Savoir et des formes de savoir.

Fini le temps des certitudes. Finie la nécessité de satisfaire aux garants minimaux de scientificité. L'outil n'est pas neutre. La stricte

soixante le « malaise urbain », l'urbain est-il devenu un champ spécialisé de la sociologie. Nul doute déjà que nous étions en droit de nous interroger sur cet objet, parce que la ville englobe potentiellement d'autres objets¹³ susceptibles d'être, eux aussi, fondateurs de champs spécialisés : l'école (la sociologie de l'éducation), les modèles familiaux (la sociologie de la famille), les pratiques religieuses (la sociologie des religions), etc. Ambiguïté donc que relève Alain Medam en ces termes : « Et cette ville semble n'être pas un objet mais se diluer ou se déliter sans fin en objets toujours plus minces et plus friables, ce qui alors suppose qu'on s'interroge sur la notion même d'objet circonscrit : et circonscrit par qui ? »¹⁴. Alors que l'objet lui-même invitait, par sa nature « plurielle », à un travail en collaboration des diverses disciplines, on assista au sein d'un même champ disciplinaire à un affrontement de diverses écoles. « Peut-être est-il temps de s'apercevoir, par-delà les résultats acquis, qu'il s'agissait de mettre des visées théoriques le plus souvent monistes, unidimensionnalisantes, à l'épreuve d'un réel multidimensionnel et qu'ainsi la leçon de l'affaire peut s'exprimer en ces termes : il n'est pas certain qu'aucune Ecole l'ait emporté et il n'est pas sûr que cet objet – que tout objet social ? – consente à se laisser emporter par une Ecole exclusivement, accepte de s'attacher à une conceptualisation univoque »¹⁵. La finalité de l'entreprise apparaît comme une tentative de valider la pertinence des orientations de chacune des écoles et non de nous apporter des éléments de connaissance nouveaux sur cet objet. Quant à l'objet lui-même, il présente quasiment autant de « visages » qu'il y a de perspectives tentant de le cerner. Il suffit de relire les travaux de H. Lefebvre¹⁶, R. Ledrut¹⁷, M. Castells¹⁸ et J. Lojkine¹⁹ pour en avoir un aperçu.

En résumé, comme l'illustre cet exemple ponctuel, le mouvement a beaucoup plus « joué » dans le sens d'un repli des disciplines sur elles-mêmes que d'une ouverture vers l'inter ou la pluri-disciplinarité. Aujourd'hui, le choix n'est plus possible. Non seulement le retour au micro et aux approches plus qualitatives donne un relief nouveau à la pluralité des objets et à l'effervescence sociale, mais en plus bon nombre d'objets volent, si l'on peut dire, en éclats. Ainsi la famille, ou du moins cette pseudo-réalité que l'on pensait cerner par cette dénomination, s'est-elle radicalement modifiée durant les deux dernières décennies. Quelques indices, tels que la baisse de la fécondité et de la nuptialité, la hausse de la divorcialité, l'augmentation des naissances illégitimes et, plus largement, l'accroissement du phénomène de cohabitation, dénotent un bouleversement tant des représentations que des pratiques en matière familiale et sexuelle, qui affecte directement ce qui était perçu comme une véritable institution. Dans ce cas précis, nécessité fait loi. Seul le recours à des approches pluridisciplinaires, qui se développent déjà, peut nous permettre d'appréhender ce phénomène.

Nouvelle brèche donc dans l'académisme d'hier : le « désenclavement disciplinaire ». Ainsi, tout concourt à la transformation de l'activité scientifique. Elle nous semble déjà transparaître tant dans la diversification des modalités de production de la recherche et donc du savoir (le produit) que dans celle des stratégies développées par ceux qui font aujourd'hui de la recherche et donc dans l'investigation de champs, hier encore, perçus comme illégitimes.



Relativisation des savoirs et des positions de chercheur 13

Le processus dont nous venons de fournir quelques indices : épuisement des théories et paradigmes, diversification des méthodes et des approches, chute de l'académisme, évaporation des frontières disciplinaires, a facilité l'émergence et le développement de nouveaux champs d'investigation « transdisciplinaires », mais surtout un renouveau épistémologique. En effet, la critique des répercussions idéologiques de la notion de vérité comme produit de l'activité scientifique, la relativisation des énoncés et les débats autour des questions de neutralité et d'objectivité ont taillé une brèche dans les modes de production de la science et modifié les conditions d'accès à cette production.

De manière quelque peu simplifiée, on est passé d'une position épistémologique « dure », où le chercheur-spécialiste s'annulait comme sujet en mettant en avant les propriétés et la maîtrise de LA méthode, seule susceptible de garantir l'objectivité de l'énoncé, à une position relativement « molle » ou « tolérante »²⁰, qui reconnaît chez le chercheur-acteur le rôle du « senti », du « vécu » dans le processus de découverte. Afin d'opérer ce passage, il a fallu substituer à l'« ex-plication » (dépliage de l'extérieur) et à la vérification empirique, l'herméneutique et la compréhension. C'est ainsi que l'être épistémique propose souvent

14 aujourd'hui un regard, un mode de lecture, un reflet de la réalité sociale, plus ou moins spéculatifs ou empiriquement étayés, abandonnant la préoccupation d'universalité de l'énoncé qui lui donnait statut de vérité.

Nous pourrions imaginer ces positions de chercheur par un vecteur, dont l'un des pôles serait représenté par le souci d'objectivité et de distanciation traduit par un contrôle de la subjectivité afin de l'annihiler, et l'autre, par l'intégration de la subjectivité, voire du « savoir immédiat », au processus de recherche. Bien sûr, ce vecteur présente une infinité de positions, dont celle qui domine encore actuellement en sciences sociales et tourne autour de l'idée de rupture épistémologique, rupture qui permettrait le passage du bon sens, du senti de l'acteur social, au savoir ; de la perception immédiate à la connaissance scientifique, ou encore de l'acteur-praticien au chercheur. Cela dit la reconnaissance, même partielle, de la position de sujet dans le procès de découverte est une « révolution » dans la mesure où elle rend plus floue la limite entre science et non-science, savoir et idéologie, chercheur et acteur.

Autrement dit, si, comme le souligne P. Feyerabend²¹, la critique de l'idéologie de la science a permis une prolifération des théories et ainsi une fertilisation du savoir, on peut s'interroger sur d'autres effets de cette diversification et de

cette relativisation des énoncés scientifiques. Au point extrême du pôle de la subjectivité et de l'implication on trouve ainsi l'assimilation du point de vue d'un ou plusieurs sujets à un énoncé « scientifique ». Certaines démarches de recherche-action interactives illustrent ce phénomène²². Ainsi, dans les recherches dialogiques ou participatives développées par des auteurs comme H. Moser²³, la production de connaissances est fondée sur une confrontation de points de vue. La recherche se résume alors à faciliter l'expression et la communication des individus entre eux et ainsi à confronter les regards et les opinions en présence. La connaissance est alors réduite à ce qui fait consensus. De ce « communicabilisme » émergerait un savoir consensuel, provisoire et valable pour le groupe de producteurs en question. La relativité de l'énoncé est alors totale. À d'autres producteurs, d'autres points de vue et une autre connaissance.

Se manifeste ici un deuxième effet de cette évolution : celui de l'interchangeabilité des énoncés, de leur équivalence. À vouloir abolir ou renoncer à la quête d'une vérité, « on » a systématisé le doute, jusqu'à produire cet éclatement des savoirs et l'équivalence des modes de lecture. Puisque rien ne semble en mesure de garantir scientifiquement qu'un énoncé « vaut plus » qu'un autre, à la limite toute analyse se justifie. Il suffit pour cela qu'elle fasse a minima consensus. À la diversification des objets et de leur lecture correspondrait donc une relative perte de valeur et une équivocité des points de vue, au risque d'aboutir, comme le souligne R. Maggiori, à des slogans tels que « Il n'y a pas de vérité ; tout est incertitude, donc il ne sert à rien de penser »²⁴.

Mais ce processus a également bouleversé les modes d'accès à la position de chercheur ; le simple fait de participer à une recherche ou

« d'être en recherche » étant à la limite jugé par certains suffisant. Faire pour être. Exercer, pratiquer, pour être qualifié ou se qualifier de chercheur. Des distinctions s'imposent donc entre lesdits chercheurs. Tout d'abord le chercheur-praticien qui fait ou pratique une activité dite de recherche ; ensuite, le chercheur certifié (mais pas légitimé), habilité à cet exercice par un diplôme. Et enfin, le chercheur statutaire, le « professionnel de la recherche » généralement certifié.



Accès au statut et déqualification

Sans poser ni même prétendre à des liens de cause à effet, il nous semble important d'évoquer la question de l'accès au statut comme autre pôle de compréhension. Parler en termes de déclassement et de déqualification est à cet égard relativement éclairant, tout au moins dans le domaine des sciences sociales. Ce processus de déclassement est lisible à divers niveaux. Tout d'abord dans le rapport entre certification et accès au statut. La dévalorisation des diplômes en sciences sociales est tout à fait manifeste. Même au plus haut niveau, ils ne garantissent plus l'accès à des fonctions légitimées. Le jour où un doctorat de sociologie est susceptible de mener à bien d'autres fonctions que celle de sociologue : l'enseignement primaire ou la prospection en assurances-vie, par exemple, on peut parler en termes de crise du marché des titres, ou de déclasse-

ment. La récente réforme du doctorat en France, qui vise à instituer un nouveau diplôme dont le niveau serait intermédiaire entre l'ex-doctorat de 3ème cycle aujourd'hui déclassé et l'ex-doctorat d'État, l'Oeuvre, peut être interprétée de cette manière. Il s'agirait donc non seulement de se conformer aux modèles anglo-saxons en la matière, mais surtout de procéder à un « lifting de la certification », à un reclassement par le biais d'une nouvelle dénomination et d'un recentrage vers la « démonstration » privilégiant le retour à une certaine empiricité de la mise à l'épreuve comme mode de qualification. L'impasse dans laquelle conduisent actuellement les diplômes de 3ème cycle serait peut-être ainsi compensée ?

Mais là où ce processus de déclassement est le plus visible, c'est sans doute dans l'accroissement d'un marché d'exercice non-statutaire de la recherche permettant à des chercheurs certifiés de plus en plus nombreux d'exercer leur « métier » en attendant l'intégration dans un statut, autrement dit la légitimation institutionnelle (de l'Université ou du Centre National de la Recherche Scientifique). Le développement de ce « marché » crée ainsi une turbulence dans une zone de sous-qualification seule susceptible de fournir, notamment par les possibilités de publication et de production qu'elle offre, le « plus » de compétence et/ou de légitimité pour « passer la barre », le goulet d'étranglement de l'accès aux postes. Il est clair également que cette zone concerne essentiellement de nouvelles générations de chercheurs et se développe dans des secteurs où s'expriment des demandes autres que la stricte production de savoir au sens le plus noble du terme. Il s'agit en quelque sorte de la seule possibilité que détiennent ces nouveaux venus pour accéder au statut de chercheur : répondre, quitte à les pervertir dans un second temps, à des

demandes, même si celles-ci fonctionnalisent ou instrumentalisent leur rôle, autrement dit se commettent dans des champs illégitimes pour acquérir une légitimité institutionnelle que la seule certification d'une compétence ne donne plus systématiquement.

Dans cette zone « molle » et illégitime de la production de recherche (étude) se côtoient, du fait des assouplissements évoqués précédemment, des chercheurs certifiés et des praticiens-chercheurs (non certifiés) qui proviennent pour la plupart des champs de l'intervention sur le social. Les logiques sont cependant différentes. En effet, pour les praticiens-chercheurs l'optique consiste davantage à obtenir, par le biais de la recherche, une certaine rationalisation/valorisation des pratiques. Le souci d'applicabilité est alors pertinent et le point de départ et de retour des préoccupations est bien la pratique ou l'intervention. Il s'agit là encore d'une mise en relief, celle de sa capacité à penser le « faire », donc à montrer que l'on sait faire.

Autrement dit, l'accès de praticiens-chercheurs à la recherche et le nonaccès de chercheurs certifiés à une légitimation institutionnelle participent de ce processus dit de « crise du savoir ». On retrouve peut-être là le phénomène lié à la démocratisation ou à la saturation constatées dans d'autres champs. À chaque activité correspond une valeur marchande et symbolique, de la même manière qu'il existe un rapport entre les titres et les postes, certains processus participant à réduire cette valeur ou ce rapport (démocratisation de l'accès au titre, féminisation d'une profession, etc.). Cela nous amène à interpréter le champ des productions de recherche en sciences sociales comme un marché, voire comme un lieu de lutte et de reconnaissance.



Hiérarchisation des savoirs et des producteurs 15

Le champ de la recherche en sciences sociales est complexe et son analyse ne peut donc se limiter aux strictes modalités de production qui ne garantissent plus aujourd'hui nécessairement le fait de s'y inscrire ou d'en être exclu. La relativité des énoncés et leur multiplication rendent ainsi possible le fait que deux formulations parfaitement contradictoires dans la lecture qu'elles proposent d'une même réalité sociale conservent leur « label » de scientificité. Il semble apparemment que deux facteurs soient ici déterminants. D'une part, la position sociale de celui qui produit un énoncé et, de l'autre, l'ampleur du consensus sur sa stature scientifique, ce qui suggère une interprétation en termes de rapports sociaux.

Depuis la relativisation du rapport entre science et vérité, s'est ouvert un débat sur les questions de l'universalité, de la liberté et de l'utilité du savoir. On peut ainsi schématiquement distinguer, comme le fait J.Y. Caro²⁵, d'un côté une science pure, libre, détachée des contingences des problèmes sociaux, produite par une recherche fondamentale et des scientifiques désintéressés, tout entiers consacrés à la poursuite du savoir ; et de l'autre une technologie qui formule des énoncés relativement contingents, immédiatement utilisables dans la résolution des problèmes

16 sociaux, dont les producteurs seraient liés à une demande sociale et politique et intéressés aux bénéfices de leurs applications. Au milieu de ces deux grands types de produit scientifique se situerait une recherche appliquée moins intéressée, mais dominée ou préoccupée par la question de l'utilité.

Dans son travail sur « les économistes distingués », J.Y. Caro montre que les éléments a priori distinctifs : la liberté de pensée, la propriété du produit, les méthodes, autrement dit les modes de production, ne diffèrent pas fondamentalement d'un type à un autre. En revanche, les rapports de sens ou le capital symbolique associés à chacun de ces modes sont différents. Il propose donc une analyse en termes de lutte pour des positions sociales, de différenciation et de hiérarchisation, en référence aux classes sociales. « En d'autres termes, les correspondances entre les dimensions de l'espace de rapports sociaux dans lequel sont discriminés les trois domaines d'exercice. Puisant largement dans les théories de P. Bourdieu exposées dans « La distinction » et « Le sens pratique »²⁷, Caro dissèque alors le champ des producteurs d'énoncés scientifiques en regard de leur position au sein de ce qu'il appelle la fraction dominée des classes dominantes. Il énonce ainsi l'hypothèse que « la scientificité apparaît comme une stratégie cohérente de lutte sociale pour les pro-

fessionnels de la science pure. Elle leur gagne l'appartenance à la classe dominante (...). Cela veut dire que les producteurs de biens symboliques se perçoivent simultanément comme appartenant à la classe dominante et comme dominés »²⁸.

Les scientifiques développeraient donc, selon cette grille de lecture, des stratégies de hiérarchisation au sein de cette fraction, afin d'obtenir ou de maintenir une reconnaissance, par une modification du « taux de change social entre capital symbolique et capital économique au profit du premier »²⁹. Ainsi peut-on interpréter le désintéressement, la faible motivation économique de cette fraction de classe. La stratégie de la « science pour la science » correspondrait alors à une valorisation du capital symbolique, stratégie d'autant plus aisée que l'on provient soi-même des classes dominantes détentrices du capital économique – les « héritiers » du champ scientifique. En revanche, cette logique de désintéressement est beaucoup plus problématique pour les scientifiques peu dotés économiquement. Leur polarisation sur la gestion du capital symbolique pourrait même être un facteur de rupture ou de « mécompréhension » de la part de leur milieu d'origine centré sur la rentabilisation économique des investissements symboliques. La gestion des titres fonctionne alors comme un marché de valeurs.

Au sein du milieu scientifique s'organisent donc des stratégies différenciées de classement et de distinction. Qu'en est-il dans la configuration évoquée précédemment ?



« Crise du savoir » et recomposition des stratégies de distinction

L'ensemble des indices ou facteurs de crise identifiés modifie quelque peu la gestion du capital symbolique associé à ces pratiques. En effet, la chute de l'académisme ou l'épuisement des paradigmes, en plus de favoriser l'émergence et le développement de nouveaux champs d'investigation et de nouveaux producteurs, les uns et les autres plutôt illégitimes, compromettent un des modes de distinction jusque là privilégié : le recours à la science pure ; à moins d'accepter ouvertement une image rétrograde, réactionnaire et élitiste. On ne peut aujourd'hui, même en tant que chercheur statutaire, rester totalement indifférent à la question de l'utilité sociale du savoir produit ou à celle des effets sociaux des énoncés scientifiques. Les registres de valorisation se sont globalement déplacés de la « pureté » de la science vers ses capacités de promotion et de développement social. Sans doute est-ce là encore un effet de la crise, économique et sociopolitique cette fois.

De nouveaux ingrédients de distinction apparaissent alors. Le propos épistémologique qui envahit les productions en sciences sociales est peut-être de cet ordre. Y. Barel soulignait récemment cet engouement : « Je suis frappé dans la pratique de la recherche en sciences sociales comme dans les écrits qui

en résultent au cours des dernières années, par la présence grandissante, parfois même lancinante, au-delà même de ce qu'on pourrait appeler une certaine pudeur professionnelle, (...) d'une préoccupation épistémologique qui consiste à essayer à la fois de travailler et de regarder et dire comment on travaille, où « l'épistémologie » s'articule sur une recherche existentielle de son propre sens par le chercheur ; l'affirmation répétée que ce qu'on observe n'est pas extérieur à l'observateur, qu'on ne doit pas s'illusionner sur la réalité de ce réel extérieur, qu'il faut non seulement admettre cette intrication comme un fait, mais aussi y voir l'occasion de se débarrasser d'interdits scientifiques ou positivistes, celui qui observe étant après tout aussi intéressant que ce qu'il observe et conquérant le droit d'incorporer son ego et sa « subjectivité » dans le réel »³⁰.

La stratégie est tout autre pour les praticiens-chercheurs. Si le capital symbolique associé à ces pratiques semble « menacé » pour le milieu scientifique, il reste relativement opérant dans d'autres milieux, ce qui justifie son investissement. L'assouplissement des frontières qui séparaient précédemment les diverses catégories de chercheurs envisagées ici a favorisé cet investissement. Dans cette porte ouverte, se sont engouffrés un certain nombre de praticiens soucieux d'agréments leurs pratiques d'une nouvelle légitimité, sans compter le souci de les rationaliser (produire des savoir-faire). Ainsi, qui enseignant, qui travailleur social ou agent administratif, a pu trouver pertinent de « mettre de la recherche dans son moteur » et obtenir au sein de son milieu d'exercice un « plus » de légitimité. Cela dit, il ne peut dans ces cas s'agir de faire de la recherche pour la recherche, mais d'une stratégie de valorisation par le biais d'une recherche appliquée, d'un capital symbolique, qui du point de

vue des institutions-employeurs pourra être reconnu et éventuellement transposable en termes professionnels, notamment aux plans de la décision et des responsabilités.

Quant aux chercheurs certifiés non statutaires, leur stratégie est en quelque sorte une stratégie d'attente et de qualification par un excès de pratique de la recherche dans des champs qui ne sont autres que des « terres d'accueil ». Acceptant de se soumettre avec plus ou moins de souplesse aux préoccupations des intervenants sociaux, des praticiens et des décideurs, ces chercheurs n'en visent pas moins la sortie du tunnel, ce qui les amène à nuancer leurs types de contribution. Ils se trouvent alors en position instable, pris entre le souci de respecter ce qu'ils pensent être les critères de scientificité en vigueur dans le groupe des pairs qui sera amené à statuer sur leur intégration, et celui de répondre à minima aux demandes d'efficacité et d'applicabilité qui leur sont adressées et qui sont aussi, il faut bien le dire, les conditions d'obtention de nouveaux contrats.

Une telle position les amène aussi à réfléchir au renouvellement des pratiques de production du savoir et donc à critiquer les démarches traditionnelles. Devant cette porte qui reste close – et c'est d'ailleurs, on peut le penser, un des seuls aspects positifs de cette situation – ces chercheurs tentent d'inventer de nouveaux modes de faire et de collaboration entre recherche et action. Critiquant les dogmes de production et les positions frileuses des chercheurs les plus noblement drapés dans leur dignité, chercheurs et praticiens s'agitent dans cette turbulence de la recherche illégitime afin de modifier la configuration du champ de ces pratiques. Si les stratégies divergent, des passerelles existent cependant entre ces deux catégories (chercheur certifié devenant formateur de praticien ou praticien devenant certifié, voire

plus exceptionnellement chercheur statutaire). Il s'agit alors d'opportunités et d'une certaine régulation entre le capital économique que véhicule le milieu des praticiens et le capital symbolique associé au fait de « rechercher ».



Le « social » comme terre d'asile et espace de conversion

Indice ou symptôme de la « crise des savoirs », cette recomposition, tant des modes de faire de la recherche en sciences sociales que des modes d'accès au statut de chercheur, s'exprime particulièrement dans certains champs d'investigation. Le secteur social, celui des interventions sur le social, nous semble exemplaire dans la mesure où il est lui-même traversé par cette quête de sens et de qualification. Pris dans l'étau de la critique scientifique et politique, les intervenants sociaux, les « travailleurs du social » développent un engouement certain pour l'argumentation scientifique, voire pour la rhétorique³¹.

Nouveau marché de la production contractuelle de recherche, ce champ d'investigation est le point de rencontre et de collusion de certains praticiens et chercheurs en voie de qualification, chacun dans son domaine ou secteur respectif. « Terre d'asile » donc, puisque les objectifs sont de convertir dans d'autres champs (scientifique et pratique) le capital acquis en son sein. Mais aussi « terrain d'aventures » et d'expérimentations dans le sens

18 où l'orthodoxie scientifique n'y est pas nécessairement de mise.

L'intérêt de ce domaine d'investigation réside peut-être justement dans le fait qu'il autorise par sa relative illégitimité, une certaine « déviance » dans les modes de production. À la charnière des volontés de savoir et de savoir-faire peut potentiellement émerger une critique des champs de la science et de la pratique, s'autorisant de sa marginalité pour produire de nouveaux regards. À moins, bien sûr, de se limiter à une stricte quête de légitimation fluctuant au gré des rhétoriques à la mode (quantitativisme, « qualittophrénisme », « épistémophilie », marketing social, etc.) ; attitude que dénonce R. Maggiori lorsqu'il parle de « l'hémorragie de comprendre » ou qu'il évoque le « chevalier du frivole »³², personnage vivant d'ajustements progressifs selon les contingences et opportunités du moment. Alors, « crise du savoir » ou crise de la fonction de chercheur ?

Didier Le Gall
Claude Martin
Centre de Recherche
sur le Travail Social
Université de Caen, France

NOTES

¹ L. Feuerbach, *L'essence du christianisme*, Paris, Maspero, 1968, p. 131.

² Cf. K. Marx, *Manuscrits de 1844*, Paris, Éditions Sociales, 1968, p. 90.

³ K. Marx, « Thèse sur Feuerbach », in *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions Sociales, 1972, p. 33.

⁴ Cf. notamment *Ainsi parlait Zarathoustra*, Paris, Gallimard, 1947 ; *L'Antéchrist*, Paris, J.J. Pauvert, 1967, et *Le Gai Savoir*, Paris, Gallimard, 1950.

⁵ F. Dubet, « Après l'évolutionnisme, y a-t-il une sociologie du changement ? », in *Le changement en question*, Paris, *Connexions*, 45, 1985, p. 15.

⁶ Ibid., p. 22.

⁷ Ibid., p. 23.

⁸ O. Lewis, *Les enfants de Sanchez*, Paris, Gallimard, 1963.

⁹ W. Thomas, F. Znaniecki, *The polish peasant in Europe and America*, Chicago, University of Chicago Press, 1918-1920, (New York, Knopf, 1927).

¹⁰ J. Favret-Saada, *Les mots, la mort, les sorts. La sorcellerie dans le bocage*, Paris, Gallimard, 1977.

¹¹ D. Le Gall, « Les récits de vie : approcher le social par la pratique », *La recherche qualitative : résurgence et convergences*, ouvrage collectif sous la direction de Jean-Pierre Deslauriers, Collection Renouveau Méthodologique, Université du Québec à Chicoutimi, 1985, p. 47-48.

¹² D. Bertaux, « Comment l'approche biographique peut transformer la pratique sociologique », *Recherches Économiques et Sociales*, 6, avril 1977, p. 29.

¹³ Cf. sur ce point : D. Le Gall, *Théorie implicite des discours sur l'urbain (1965-1979). Essai d'analyse de contenu thématique*, Thèse de doctorat, Institut de Sociologie, Université de Caen, janvier 1984, 2 tomes, 564 p.

¹⁴ A. Medam, « Réflexions de l'objet », in *Langages et médiations, Actions et Recherches Sociales*, Paris, Éd. Erès, 1, mars 1983, p. 65.

¹⁵ A. Médam, loc. cit.

¹⁶ Notamment *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968, et *La révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970.

¹⁷ *Sociologie urbaine*, Paris, P.U.F., 1967.

¹⁸ *La question urbaine*, Paris, Maspero, 1972.

¹⁹ *Le marxisme, l'État et la question urbaine*, Paris, P.U.F., 1977.

²⁰ J.Y. Caro, « Scientificité et rapports sociaux », *Sociologie du Travail*, Paris, Dunod, 1, 1984.

²¹ P. Feyerabend, *Contre la méthode*, Paris, Le Seuil, 1979.

²² Cf. C. Martin, *Les Recherches-Actions Sociales. Miroir aux alouettes ou stratégies de qualification*, MIRE (Mission des Affaires Sociales)- CRTS, Université de Caen, 1985, 281 p.

²³ H. Moser, « Praxis der Aktionsforschung », München, Kösel Verlag, 1977. U. Himmelstrand, « Processus d'innovation et changement social : théorie, méthode et pratique sociale », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, Vol. XXXIII, 1981. C. Martin, Ibid.

²⁴ R. Maggiori, *De la convivance. Philosophie de la liberté ou philosophie de l'amour ?*, Paris, Fayard, 1985, p. 144.

²⁵ J.Y. Caro, « Scientificité et rapports sociaux », op. cit. J.Y. Caro, *Les économistes distingués. Logique sociale d'un champ scientifique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1983.

²⁶ Ibid., p. 108-109.

²⁷ P. Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éd. de Minuit, 1979 ; *Le sens pratique*, Paris, Éd. de Minuit, 1980.

Sociologie et sociétés



Revue thématique semestrielle (avril et octobre). La seule revue de sociologie de langue française à vocation internationale en Amérique (chaque article est résumé en français, en anglais et en espagnol). Présente des visages nouveaux ou inconnus de ce phénomène particulier qu'est le Québec français en Amérique du Nord.

Directeur : Robert Sévigny

²⁸ J.Y. Caro, *ibid.*, p. 11 et 124.

²⁹ *Ibid.*, p. 126.

³⁰ Y. Barel, « Les avatars du clerc militant », in « Recherche-Action et expérimentations sociales », *Connexions*, Paris, Epi, 43, 1984, p. 112.

³¹ Cf. C. Martin, « La recherche dans le travail social comme art de convaincre », in « Recherches sur le travail social », *Connexions*, Paris, Epi, 46, p. 45-65.

³² R. Maggiori, *op. cit.*

Déjà parus :		Changement social et rapports de classes, 1978	7.50\$	—
Phénomène urbain, 1972	5\$	Critique sociale et création culturelle, 1979	7.50\$	—
Les systèmes d'enseignement, 1973	7.50\$	Développement national et économie mondialisée, 1979	7.50\$	—
Sémiologie et idéologie, 1973	7.50\$	Éducation, économie et politique, 1980	7.50\$	—
Femme / travail / syndicalisme, 1974	7.50\$	Réflexions sur la sociologie, 1980	7.50\$	—
Domination et sous-développement, 1974	7.50\$	Écologie sociale et mouvements écologiques, 1981	7.50\$	—
Science et structure sociale, 1975	7.50\$	Les Femmes dans la sociologie, 1981	7.50\$	—
Travaux et recherches sur le Québec, 1975	7.50\$	La Sociologie une question de méthodes?, 1982	8.50\$	—
Pour une sociologie du cinéma, 1976	7.50\$	Regards sur la théorie, 1982	8.50\$	—
La Mobilité sociale : pour qui, pour quoi?, 1976	7.50\$	L'État et la société, 1983	8.50\$	—
La Gestion de la santé, 1977	7.50\$	Enjeux « ethniques », 1983	8.50\$	—
Psychologie / Sociologie / Intervention, 1977	9.50\$	L'informatisation : mutation technique, changement de société?, 1984	9.50\$	—
Le développement des relations sociales chez l'enfant, 1978	7.50\$	Sociétés et vieillissement, 1984	9.50\$	—
		Santé mentale et processus sociaux, 1985	9.50\$	—
		Sociologie critique et création artistique, 1985	9.50\$	—

À paraître — • Droit, pouvoirs, régulation et changement, vol. XVIII, n° 1, réalisé par Guy Richer et Robert Vandyck • Travail, santé, prévention, Vol. XVIII, n° 2, réalisé par Marc Renaud et Marcel Simard •

Bulletin d'abonnement

L'abonnement annuel commence avec le premier numéro de chaque volume.

☐ Je désire m'abonner à la Revue *Sociologie et sociétés* pour

l'année _____ \$

☐ Veuillez m'expédier les titres cochés.

☐ Ci-joint (chèque ou mandat) à l'adresse postale.

☐ Visa ☐ Master Card

n° _____

Date d'expiration _____

Abonnement annuel 1986

Individus :	
Canada :	16\$
Étudiants :	12\$
Pays étrangers :	19.50\$
ÉTUDIANTS :	15.50\$
Institutions :	
Tous les pays :	32\$
Le numéro :	10\$

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

Disponible en France : CHOPLIVRE, 8/10, rue Pierre Moulié, 94200, Ivry/s/Seine



LES PRESSES
DE L'UNIVERSITÉ
DE MONTRÉAL
C. P. 6128, succ. « A »
Montréal, Qué. H3C 3J7
2910, bd Édouard-Montpetit
Montréal, Qué. H3T 1J7